

Les acteurs des luttes urbaines

Autor(en): **Gros, Dominique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology**

Band (Jahr): **12 (1986)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-815032>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LES ACTEURS DES LUTTES URBAINES

Dominique Gros

(Responsable du cours de sociologie urbaine à l'Institut d'Etudes Sociales de Genève), Rue Peillonnex 32, CH - 1225 Chêne-Bourg

1. Du rôle des luttes urbaines dans la dynamique sociale

L'article de Cordey, Gfeller & Martin (1986) repose sur la question qu'ils qualifient eux-mêmes de fondamentale, de savoir si les luttes urbaines sont porteuses d'un mécanisme de régulation sociale, d'un mécanisme de transformation sociale ou d'une occasion de rénovation du mouvement ouvrier. Question qui reste pourtant sans réponse claire, ce qui amène les auteurs à conclure en émettant des vœux et des recommandations.

Cette impossibilité à esquisser une réponse me semble avoir pour origine un problème théorico-méthodologique. En effet, l'analyse proposée s'articule autour de l'opposition, considérée comme centrale dans les luttes urbaines, entre groupes de quartiers et décideurs-aménageurs. Les auteurs opposent donc deux catégories de faits qui ne se situent pas au même niveau conceptuel puisque l'une se réfère à une forme d'organisation d'acteurs sociaux et l'autre à une catégorie socialement située d'acteurs. Or, pour pouvoir répondre à cette question fondamentale de la nature et du rôle des luttes urbaines dans la dynamique sociale, il aurait fallu s'interroger sur l'identité et la position sociales des protagonistes en présence.

Sur la base de leur définition de la lutte urbaine, Cordey, Gfeller & Martin identifient comme protagonistes les habitants organisés en groupes de quartiers aux décideurs-aménageurs qui contrôlent les appareils politiques et économiques.

Si la notion de décideurs-aménageurs suggère, au moins implicitement, une catégorie sociale aux contours relativement définis, les auteurs en leur opposant les habitants - notion fort large - sont logiquement amenés à affirmer que les groupes de quartiers sont interclassistes.

Il est vrai que de nombreuses analyses portant sur le contexte social et les conflits contemporains soulignent souvent cette opposition entre hommes d'appareils et usagers de ces derniers. Si toute la problématique des nouveaux mouvements sociaux, élaborée par

Touraine notamment, repose sur le constat de l'extension et de la généralisation des rapports de domination par le biais des appareils et des institutions à l'ensemble de la vie quotidienne - ce qui implique une multiplication des causes et enjeux de conflits - l'enjeu théorique n'en reste pas moins d'arriver à identifier pour chaque lutte mais aussi plus globalement, les acteurs en présence. C'est-à-dire les catégories dirigeantes - en tant que figure des classes dominantes - d'une part, et les noyaux de résistance qui s'y opposent, d'autre part, en tant que figures des classes dominées.

La lutte urbaine telle que la définissent Cordey, Gfeller & Martin, s'inscrit incontestablement dans la problématique tourainienne des "nouveaux conflits sociaux".¹ Or, dans cette optique, ces derniers se révèlent symptomatiques de l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation sociale puisqu'ils annoncent de nouveaux enjeux de conflits au sujet desquels s'affrontent des ensembles d'acteurs. L'hypothèse d'une rénovation du mouvement ouvrier peut donc, de ce point de vue, être écartée. Reste à évaluer les deux autres.

Pour ce faire, il paraît tout d'abord nécessaire de préciser ce qui caractérise le contexte social dans lequel se développent les luttes urbaines - la société postindustrielle - et le type de rapports de domination qui s'y nouent.

2. Société postindustrielle et rapports de domination

Sur ce dernier point Lefebvre (1970, 1981), Marcuse (1968) et Touraine (1969) formulent des évaluations identiques. C'est l'*aliénation* en tant que rapport social qui fonde la domination dans les sociétés contemporaines. Aliénation entendue comme triple volonté d'intégrer socialement, de manipuler culturellement et de contrôler politiquement l'homme par l'homme, c'est-à-dire de rechercher "la réduction du conflit social par le moyen d'une participation dépendante" (Touraine, 1969, 15).

Dès lors, on peut en déduire qu'appartiennent à la classe dominante ceux qui maîtrisent les moyens d'intégration sociale, de manipulation culturelle et de contrôle politique. Ainsi, le pouvoir de ces dominants ne se limite pas à la sphère du travail mais s'insinue dans l'ensemble des activités quotidiennes (loisirs, consommation, communication, vie affective, etc.). Il ne se fonde plus que sur la

¹ Cf. Touraine (1975). Les auteurs adoptent ici un point de vue partagé par de nombreux autres analystes, notamment Castells (1975, 1982), Cherki & Mehl (1976), Mehl (1975) ou Wieviorka (1980).

production des biens, mais se base aussi sur les productions et les gestions de services, de valeurs, de normes, de besoins, d'attitudes, de modes de vie. L'information et les connaissances jouent alors un rôle comparable dans l'assise du pouvoir de ces "décideurs/-aménageurs" à celui du capital pour la bourgeoisie industrielle (Bell, 1976; Touraine, 1980).

Le modèle lui-même de la société change.

L'idéologie bourgeoise se représentait la société comme une organisation à structure pyramidale où le pouvoir joue un double rôle de clôture et de régulation de l'ensemble. D'où l'importance attachée à l'Etat.

Actuellement, le modèle dominant qui correspond à notre société est celui d'un système où de multiples réseaux de relations interagissent et, parfois, s'interconnectent. Dans cette représentation d'inspiration clairement technocratique, le pouvoir centralisé et localisable est remplacé par la production et la consommation de multiples pouvoirs sectoriels.

"Le pouvoir n'est pas une pyramide composée de simples segments reliés par multicommutateurs. Il se tisse de l'interconnexion des réseaux de pouvoirs qu'on ne peut projeter sur un même plan. A chacun, plus, à chaque réseau de relations propre à un groupe - et nous pouvons faire partie de plusieurs groupes - sa dimension dans le tissu multidimensionnel des pouvoirs" (Livet, 1979, 288).

Ainsi donc, le pouvoir devient relatif. Certaines catégories sociales, parce qu'elles se trouvent à l'intersection de plusieurs réseaux, détiennent plus de pouvoirs que d'autres. Aucune cependant, prise isolément, ne détient à proprement parler *le* pouvoir. Chacune se trouve nécessairement plus ou moins dépendante dans certains domaines, à certains moments, d'où l'importance des stratégies d'alliance entre catégories d'acteurs.

Quelle peut alors être, dans ces conditions, la figure, le noyau ou le front symbolisant la résistance à la dépendance ?

3. Du côté de ceux qui résistent à la dépendance

Dans le système multisocial postindustriel, le pouvoir se dilue et se diversifie. Par conséquent la dépendance prend des aspects multiples. La marginalité sociale cesse d'être l'apanage de catégories précises d'acteurs (Barel, 1982). Tout un chacun se trouve devenir l'usager-consommateur d'instances sur lesquelles toute possibilité d'action lui échappe, ce qui fit écrire à de Certeau que

"la figure actuelle d'une marginalité n'est plus celle de petits groupes (...). Cette marginalité est devenue majorité silencieuse" (1980, 17-18).

Néanmoins toutes les catégories d'acteurs sociaux ne se trouvent pas sur pied d'égalité dans la dépendance. Cette dernière découle, en fin de compte, de la proximité des acteurs par rapport aux réseaux de pouvoir. Comme je l'ai déjà signalé, certains se trouvent situés, de par la combinaison de diverses de leurs caractéristiques,² à l'intersection de plusieurs réseaux et voient donc leurs possibilités d'influence sociale relativement élevées. D'autres en revanche présentent des caractéristiques qui les mettent dans des positions sociales à l'écart de nombreux réseaux et ils se trouvent ainsi mis constamment en situation de dépendance.

Ce degré de dépendance est directement lié aux principes centraux sur lesquels repose la dynamique du système social. Cela signifie, selon le modèle esquissé précédemment, que les quantités et les qualités d'informations et de connaissances, maîtrisées et reconnues, détenues par les acteurs deviennent un critère essentiel de positionnement social.³

Cependant comme le soulignent Monique Dagnaud et Dominique Mehl "La détention d'un capital culturel commande, désormais, l'accès à la direction des sociétés modernes. Pourtant, l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur ne constitue pas un passeport suffisant pour le pouvoir" (1985, 122).

Désormais les nombreux diplômés, dont le poids relatif au sein de la population active s'est considérablement accru, ne peuvent espérer sur un débouché les assimilant automatiquement aux milieux dirigeants. Ils se retrouvent même dans leur majorité situés dans des positions intermédiaires où ils remplissent des fonctions de médiation.⁴

Intellectuels salariés, ils constituent une sorte de sous-élite à la périphérie des pouvoirs qui n'est pleinement assimilable ni aux

² Par exemple le sexe, l'âge, la formation, le capital culturel, l'insertion professionnelle, le revenu, etc.

³ Ou si l'on préfère : le capital culturel.

⁴ M. Dagnaud (1981) emploie le terme de "professionnels" dans son sens anglo-saxon pour désigner cette catégorie d'acteurs. Elle les caractérise par les attributs suivants : ils sont détenteurs de compétences spécialisées et sanctionnées; ils jouent professionnellement des rôles d'experts; ils ne participent directement ni à la production, ni au commandement. Cette catégorie réunit notamment les enseignants, les travailleurs sociaux, les spécialistes salariés du droit, de la santé, de la recherche, de l'informatique, de l'urbanisme.

catégories dirigeantes, ni au milieu populaire (Dagnaud & Mehl, 1983).

C'est précisément à partir de ce milieu, comme l'avait en 1969 déjà suggéré Touraine, que s'organise le noyau de résistance à la domination techno-bureaucratique. A première vue il semble que cette sous-élite ne mène guère d'actions oppositionnelles en son nom propre et qu'elle développe plutôt une stratégie aux apparences interclassistes. Mais ces apparences ne doivent pas tromper. Si de telles stratégies d'alliance sont nécessaires, on ne peut en déduire que cet "interclassisme" débouche sur des formes collectives d'émancipation.

4. Les groupes de quartiers manquent-ils de classe ?

Cordey, Gfeller & Martin voient dans la faible participation des habitants aux groupes de quartiers le résultat d'une action interclassiste. La genèse des luttes urbaines ainsi que la composition sociale des groupes de quartiers qui s'y sont développés, depuis une quinzaine d'années à Genève, tendraient plutôt à démontrer l'affirmation progressive des intellectuels périphériques en tant que contre-pouvoir dans ces conflits comme dans d'autres.⁵

A titre d'illustration, je prendrai trois exemples. Deux se réfèrent à l'émergence des luttes urbaines et des groupes de quartiers à Genève; ils témoignent de la position marginale qu'occupent alors les intellectuels périphériques. Le troisième exemple montre que dix ans plus tard ces mêmes acteurs bénéficient d'une relative reconnaissance et que leur contre-pouvoir est en voie d'institutionnalisation puisqu'il commence à être contesté par ceux qui n'en tirent aucun profit.

a) *Le Prieuré et la constitution du Groupe d'Habitants des Pâquis*

Le Groupe d'Habitants des Pâquis (G.H.P.) est né dans la mouvance de l'expérience du Prieuré qui agita pendant plus d'une année - entre 1971 et 1972 - la société genevoise. Nous ne résumerons pas ici cet événement, dont l'histoire et

⁵ On peut en effet affirmer que la plupart des groupements oppositionnels s'étant manifestés depuis 1968 autour de nouveaux enjeux conflictuels - relations entre sexes, entre générations, interethniques, gestion des conflits, rapports au corps, à l'environnement, consommation, activités culturelles, communication, information, etc. - dans l'ensemble des sociétés occidentales étaient animés par ces acteurs. Dans une perspective historique, on peut même soutenir la thèse que la succession et l'évolution de ces conflits - des contre-cultures aux mouvements alternatifs - permet de reconstituer la genèse de l'émergence et de l'affirmation de cette sous-élite intellectuelle (Gros, 1985; Proulx, 1982).

l'analyse approfondies restent encore à faire, dans ses multiples aspects. Nous nous intéresserons uniquement à la dynamique qui est à l'origine de la constitution du G.H.P..

Dans l'expérience du Prieuré, certains acteurs ont joué un rôle particulièrement influent. C'est le cas d'une partie des travailleurs sociaux du quartier d'une part et des membres du Mouvement pour un Service Civil à la Communauté (M.S.C.C.) d'autre part.

C'est sous l'impulsion du centre de loisirs des Pâquis que la revendication d'utilisation des locaux désaffectés du Prieuré à des fins communautaires et socio-culturelles a été formulée dès 1968. En lien avec la commission des centres de loisirs du parti socialiste genevois, il sera à l'origine de la création d'un "Comité pour la réalisation d'un centre socio-culturel" aux Pâquis en 1970. C'est ce comité qui tenta de négocier avec les autorités et qui, face à leur silence, servit de base pour la constitution du groupe d'habitants.

Le M.S.C.C., quant à lui, était un groupement antimilitariste proposant une alternative à l'emprisonnement pour les objecteurs. Situé idéologiquement à gauche, le M.S.C.C. réfutait la distinction opérée par les règlements de la justice militaire entre objecteurs (motifs éthiques/motifs politiques) et défendait la création d'un service civil ouvert. Constitué en 1970 par une trentaine d'hommes et de femmes membres du Conseil suisse des associations pour la paix, ses militants se recrutaient principalement chez les travailleurs sociaux, les enseignants et les étudiants. Certains de ses militants virent dans l'expérience du Prieuré une possibilité d'illustrer l'idée d'un service civil à la communauté. Très liés au groupe d'habitants, ils en furent souvent le fer de lance. Notamment à l'été 1971 lors de la première occupation du Prieuré ou lorsque se constitue, au sein du G.H.P., un sous-groupe chargé spécifiquement des problèmes de logement.

b) *La Jonction : maison de quartier et mouvement d'habitants*

A la même époque, dans un autre quartier "populaire" de la ville, est constitué le Mouvement des Habitants de la Jonction (M.H.J.).

A son origine, il y a une enquête et une exposition réalisées par la Maison de Quartier sur le thème "Vivre à la Jonction". Celles-ci révèlent les profondes transformations qui touchent le quartier : changements d'affectation du cadre bâti, modification de la structure socio-professionnelle de la population, transformation des activités économiques, etc.

Dans toute la dynamique qui s'ensuivit pour le M.H.J. - pétitions, manifestations, occupation, etc. - le rôle de l'équipe d'animation de la Maison de Quartier fut déterminant. A un tel point même que c'est en partie à cause de sanctions prises à l'égard des animateurs que la lutte menée par le groupe d'habitants a été désamorcée (Bernasconi & Valiquier, 1983).

c) *Le mouvement des occupations et la crise de la F.A.Q.H.*

Au début des années 80 a été lancé par l'Action Populaire aux Grottes le mouvement de "relocation forcée". Sous contrôle de ce groupe de quartier, des logements vides étaient occupés par des habitants choisis qui payaient un loyer sur un compte bloqué. Cette action voulait à la fois démontrer que ces logements étaient encore utilisables et contraindre les autorités à prendre des mesures immédiates contre la crise du logement.

Cette tactique de la "relocation forcée" fut par la suite adoptée par la Fédération des Associations de Quartiers et d'Habitants (F.A.Q.H.).

Cordey, Gfeller & Martin mentionnent dans leur article les fortes tensions qui se firent jour au sein de la F.A.Q.H.. Il en est qui sont directement liées à cette stratégie de la relocation forcée. Notamment à partir du moment où certaines occupations sauvages se développèrent indépendamment de la F.A.Q.H. ou des associations y participant. La pratique du "squatt" se répandit en effet dans des milieux plus marginaux et à des fins nettement moins stratégiques. Ces pratiques sauvages révélèrent alors non seulement des divergences idéologiques pré-existantes au sein de la F.A.Q.H., mais aussi le décalage bien réel entre les groupes organisés d'habitants où prédomine la sous-élite intellectuelle et des catégories d'acteurs sociaux déclassés et marginalisés, proches du milieu populaire. La stratégie visant à conquérir des portions de pouvoir des premiers ne pouvant apporter de réponse satisfaisante aux problèmes pratiques de logement des seconds. Pour les premiers, l'action est subordonnée à une théorisation, à un projet explicitement politique. Pour les seconds, l'action résulte d'abord d'une nécessité. En cela ces deux stratégies rendent compte de positions sociales différentes, objectivement inégales, dans lesquelles seule la sous-élite peut tirer quelque avantage !

5. Pour conclure

Les groupes d'habitants, animateurs ces quinze dernières années des luttes urbaines à Genève, n'ont d'interclassiste qu'un certain discours idéologique.⁶ Dans tous ces groupes, le noyau actif⁷ est ou était majoritairement composé de membres de la sous-élite intellectuelle : travailleurs sociaux, étudiants, enseignants, architectes, juristes, para-médicaux sont les milieux les plus représentés. Si leur action a reposé sur une stratégie d'alliance avec d'autres catégories d'acteurs, c'est en fait parfaitement cohérent compte tenu du contexte, de leur place au sein de l'organisation sociale et de l'évolution des rapports entre ces deux facteurs.

Si les luttes sont maintenant moins vives, cela résulte vraisemblablement de multiples causes. Certaines méritent cependant d'être relevées comme :

- la meilleure intégration avec le temps, même si elle est parfois périphérique, de cette sous-élite intellectuelle dans des réseaux de pouvoirs;⁸
- la pénétration et la reconnaissance de certaines revendications, de certains thèmes portés à l'origine par ces mouvements dans les milieux politiques ainsi que dans diverses couches de la population.⁹

Causes favorisant l'arrivée dans les catégories dirigeantes et dans les instances de décision de compagnons de route de cette

⁶ Et encore ! Une analyse fine des thèmes développés et de la terminologie utilisée révèle ce que Pinçon & Pinçon-Charlot (1985) appellent une "contre-culture moyenne" où "il s'agit de se situer hors des hiérarchies socialement attestées, condition nécessaire à une relative cohérence du groupe et à la possibilité de s'y identifier positivement"; ce qui est déjà une forme de conscience idéologique, si ce n'est de classe, au moins de groupe !

⁷ C'est-à-dire les 5 à 10 militants se réunissant régulièrement et jouant le triple rôle d'organisateur, d'animateur et de théoricien des actions menées par le groupement.

⁸ Les groupes d'habitants notamment, mais de manière plus générale les groupements revendicatifs mentionnés en note 5, ont d'ailleurs permis à certains de leurs membres d'acquérir une certaine reconnaissance sociale directement liée aux activités du groupe. Ainsi certains d'entre eux siègent dans des commissions consultatives ou d'expertises, d'autres ont été mandatés pour étudier des problèmes précis ou sont intégrés professionnellement à des services municipaux ou cantonaux.

⁹ Ainsi lors des dernières campagnes électorales municipales et cantonales, les problèmes de logement, de transports, d'aménagement du cadre de vie étaient au centre des plateformes de tous les partis politiques et faisaient figure de préoccupations principales de larges tranches de l'électorat.

sous-élite,¹⁰ ce qui rend les contacts moins conflictuels et renforce même la légitimité de leurs enjeux. Causes qui révèlent aussi que le mécanisme de transformation sociale est sur le point d'aboutir : tout semble en place pour qu'il devienne mécanisme de régulation !

BIBLIOGRAPHIE

- BAREL Yves (1982), *La marginalité sociale*, PUF, Paris.
- BELL Daniel (1976), *Vers la société post-industrielle*, R. Laffont, Paris.
- BERNASCONI Marie & VALIQUER Nicole (1983), *La Jonction, un quartier et son devenir. Enjeux et pratiques d'une association d'habitants*, Université, mémoire de licence en sociologie (ronéo), Genève.
- CASTELLS Manuel (1975), *Luttes urbaines*, F. Maspero, Paris.
- CASTELLS Manuel (1982), "Mouvements sociaux urbains et changement politique", in TOURAINE Alain, Ed., *Mouvements sociaux d'aujourd'hui, acteurs et analystes*, Ed. Ouvrières, Paris, 201-207.
- DE CERTEAU Michel (1980), *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, UGE, Paris.
- CHERKI Eddy & MEHL Dominique (1976), "Quelles luttes ? Quels acteurs ? Quels résultats ?", *Autrement*, 6, 6-19.
- CORDEY Philippe, GFELLER Philippe & MARTIN Josée (1986), "Luttes urbaines à Genève", *Revue Suisse de Sociologie*, 12/3, 451-469.
- DAGNAUD Monique (1981), "La classe 'd'alternative', réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes", *Sociologie du Travail*, 4, 384-405.
- DAGNAUD Monique & MEHL Dominique (1983), "Elite, sub-elite, counter-elite", *Social Science Information*, 22/6, 817-865.
- DAGNAUD Monique & MEHL Dominique (1985), "Décideurs et sous-élite : distance et connivence", *Sociologie du Travail*, 2, 122-136.
- GROS Dominique (1985), "Jeunesse intellectuelle, contre-culture et dynamique du changement", *Revue Suisse de Sociologie*, 11/2, 323-330.
- LEFEBVRE Henri (1970), *Le manifeste différentialiste*, Gallimard, Paris.
- LEFEBVRE Henri (1981), *Critique de la vie quotidienne III. De la modernité au modernisme*, L'Arche, Paris.
- LIVET Pierre (1979), "Modèles de société : clôture du pouvoir et consommation de pouvoirs", *Cahiers Int. de Sociologie*, LXVII, 277-295.
- MARCUSE Herbert (1968), *L'Homme unidimensionnel*, Minuit, Paris.
- MEHL Dominique (1975), "Les luttes des résidents des grands ensembles", *Sociologie du Travail*, 4, 351-371.

¹⁰ Par exemple l'actuel chef du Département des Travaux Publics, Chr. Grobet, qui doit, selon certaines analyses, sa première élection comme Conseiller d'Etat au soutien de certains groupements issus des nouveaux mouvements sociaux. Soutien déterminant puisque l'élection se joua sur quelques centaines de suffrages !

- PINCON Michel & PINCON-CHARLOT Monique (1985), "Classes moyennes, enjeux culturels et trajectoires sociales", Les Cahiers de l'Animation, 53, 3-12.
- PROULX Serge (1982), "Généralions politiques, contre-cultures et nouveaux mouvements sociaux", in PROULX Serge & VALLIERES Pierre, Ed., Changer de société, Ed. Québec/Amérique, Montréal, 57-78.
- TOURAINÉ Alain (1969), La société post-industrielle, Denoël-Gonthier, Paris.
- TOURAINÉ Alain (1975), "Les nouveaux conflits sociaux", Sociologie du Travail, 1, 1-17.
- TOURAINÉ Alain (1980), L'après-socialisme, B. Grasset, Paris.
- WIEVIORKA Michel (1980), "Luttes urbaines : leurs acteurs et les chercheurs", Revue Int. d'Action Communautaire, 4/44, 149-154.